

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
12 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
8

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1323

Κύρωση τῆς Σύμβασης Δικαστικῆς 'Αρωγῆς σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴν 'Αθήνα στὶς 22 'Οκτώβρη 1980.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ προβλέπει τὸ ἄρθρο 28 § 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Σύμβαση Δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴν 'Αθήνα στὶς 22 'Οκτώβρη 1980, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν 'Ελληνικὴ ἔχει ὡς ἀκολούθως :

Convention
entre
la République Hellénique
et
la République Socialiste Tchécoslovaque
relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale

Le Président de la République Héllénique et

Le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque, désireux de promouvoir les rapports d'amitié et la coopération entre les deux Etats
et soucieux de régler, de commun accord, l'entraide judiciaire en matière de droit civil et pénal,
ont résolu de conclure la présente Convention, et á cet effet, ont désigné comme leurs plénipotentiaires :
le Président de la République Hellénique :
Son Excellence M. Constantin MITSOTAKIS, Minister des Affaires Etrangères,
le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque :
Son Excellence M. Andrej BARCAK, Ministre du Commerce Extérieur,
lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce, qui suit :

PARTIE PREMIERE
Dispositions générales

Titre 1

Protection juridique et entraide judiciaire en matière civile et pénale

Article 1er

Protection juridique

1. Les citoyens de l'une des Parties Contractantes bénéficient, quant à leur personne et leur propriété, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de la même protection juridique que ses propres citoyens.

2. Les citoyens de l'une des Parties Contractantes peuvent accéder aux autorités de l'autre Partie Contractante chargées des affaires civiles et pénales. Ils peuvent comparaître devant ces autorités pour défendre leurs droits, introduire des réquêtes, intenter des actions et former des voies de recours sous les mêmes conditions que les citoyens de cette Partie Contractante.

3. Les dispositions de la présente Convention relatives aux citoyens des Parties Contractantes s'appliquent mutatis mutandis aux personnes morales qui sont créées conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes et ont leur siège sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 2

Entraide judiciaire

1. Les autorités judiciaires des deux Parties Contractantes se prêtent mutuellement l'entraide judiciaire dans les matières qui sont visées par la présente Convention.

2. Pour l'application de la présente Convention l'expression «en matière civile» comprend également les matières du droit commercial, du droit familial et du droit du travail.

3. Pour l'application de la présente Convention, l'expression «l'autorité judiciaire» désigne toute autorité compétente pour statuer dans les affaires prévues par la présente Convention conformément à la législation de son Etat.

Article 3

Etendue de l'entraide judiciaire

Les Parties Contractantes se prêtent mutuellement l'entraide judiciaire en exécutant des actes judiciaires, notamment en dressant, transmettant et signifiant des actes, en procédant à l'audition des témoins, des parties au procès ou des prévenus, en effectuant des expetises.

Article 4

Mode de communication

1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités judiciaires communiquer entre elles par l'entremise des autorités centrales compétentes, à moins que la presente Convention n'en dispose autrement.

2. Pour l'application de la présente Convention, sont considérées comme autorités centrales :

a) du côté de la République Socialiste Tchécoslovaque :
— Parquet Général de la République Socialisté Tchécoslovaque
— Ministère de la Justice de la République Socialiste Tchèque
— Ministère de la Justice de la République Socialiste Slovaque

b) du coôté de la République Héllénique :
Ministère de la Justice de la République Hellénique.

3. Dans l'application de la présente Convention, les autorités centrales des Parties Contractantes utilisent dans les communications entre elles leurs langues officielles, avec traduction en langue française ou anglaise.

Article 5

Commission rogatoire

1. La commission rogatoire doit comprendre :

a) l'identité de l'autorité requérante,
b) l'identité de l'autorité requise,
c) l'affaire dans laquelle la commission rogatoire est requise,
d) le prénom et nom des parties, des prévenus, des inculpés ou des condamnés et le cas echéant de leurs représentants et des témoins, le lieu de leur résidence permanente ou provisoire, leur nationalité et profession; s'il s'agit des affaires pénales, dans la mesure du possible, le lieu et la date de leur naissance et les prénoms et noms des parents; pour les personnes morales leur nom et leur siège,
e) l'objet de la commission rogatoire et les indications nécessaires pour son exécution,
f) s'il s'agit des affaires pénales, la commission rogatoire doit également comprendre la description et la spécification de l'infraction pénale.

2. La commission rogatoire et les actes y jointes doivent être rédigés dans la langue de la Partie Contractante requise ou elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans cette langue ou en langue française ou anglaise. Chaque traduction relative à la commission rogatoire doit être certifiée conforme soit par un traducteur y habilité soit par la Mission diplomatique ou par le Poste consulaire de l'une des Parties Contractantes.

3. La commission rogatoire sera revêtue de la signature autographe et du cachet officiel.

Article 6

Exécution de la commission rogatoire

1. Pour l'exécution de la commission rogatoire l'autorité requise appliquera la législation de son Etat. Sur demande de l'autorité requérante, elle peut toutefois appliquer le mode d'exécution mentionné dans la

commission rogatoire, si cela n'est pas contraire aux dispositions de la législation de son Etat.

2. Dans le cas où l'autorité à laquelle la commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente, elle la fera parvenir sans délai à celle qui est dotée de la compétence voulue et en informera l'autorité requérante.

3. Lorsque l'adresse mentionnée dans la commission rogatoire n'est pas exacte ou si la personne mise en cause par la commission rogatoire n'habite pas à l'adresse indiquée, l'autorité requise prendra des mesures pour établir son adresse correcte.

4. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise lui fera connaître et temps voulu et directement le lieu et la date de l'exécution de la commission rogatoire.

5. Après l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise retournera sur demande à l'autorité requérante les actes. Dans le cas où il n'est pas possible de donner suite à la commission rogatoire, l'autorité requise renverra à l'autorité requérante les actes en l'informant des motifs qui ont empêché l'exécution de cette commision rogatoire.

Article 7

Remise des actes

L'autorité requise assure la signification des actes conformément à la législation de son Etat, si l'acte signifié est rédigé dans la langue de la Partie Contractante requise ou s'il est accompagné d'une traduction certifiée conforme faite dans cette langue. Si ce n'est pas le cas, l'autorité requise ne transmettra l'acte au destinataire qu'à condition que celui-ci accepte de le recevoir.

Article 8

Pièce prouvant la signification

La preuve de la signification se fait au moyen d'un récépissé signé par la personne qui a reçu l'acte et muni d'un cachet officiel, de la date et de la signature de l'autorité requise ou d'une attestation émanant de cette dernière autorité constatant le mode, le lieu et la date de la signification. Si l'acte à signifier est transmis en double exemplaire, sa réception et la signification peuvent être faites sur le double de l'expédition.

Article 9

Remise des actes par les Missions diplomatiques ou les Postes consulaires

Les Parties Contractantes peuvent également signifier les actes à leurs propres nationaux par les soins de leurs Missions diplomatiques ou de leurs Postes consulaires. Dans ce cas, il n'est pas possible de faire usage des mesures coercitives.

Article 10

Protection des témoins et des experts

1. Un citoyen séjournant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et dont l'audition doit être faite devant l'autorité de l'autre Partie Contractante en qualité de témoin ou d'expert, n'est pas obligé de comparaître à la suite de la convocation faite par cette autorité; la citation à comparaître ne doit donc pas contenir une clause comminatoire en cas de non comparution.

2. Un témoin ou un expert, quelle que soit sa nationalité, qui a comparu à la suite d'une citation de l'autorité de l'autre Partie Contractante ne doit pas être soumis à une poursuite judiciaire, ni arrêté ou soumis à l'exécution d'une peine infligée précédemment par un tribunal pour une infraction commise avant d'avoir franchi la frontière de la Partie Contractante requérante. De même, un témoin ou un expert ne peut être poursuivi en rapport avec son témoignage ou son expertise.

3. Un témoin ou un expert perd sa protection prévue à l'alinéa 2 du présent article s'il n'a pas quitté le territoire de la Partie Contractante requérante dans les 7 jours après que l'autorité qui l'a fait comparaître lui ait signifié que sa présence n'est plus nécessaire. N'est pas inclu dans ledit délai la période durant laquelle le témoin ou l'expert n'a pu quitter le territoire de cette Partie Contractante pour des motifs indépendants de sa volonté.

4. Le citoyen cité à comparaître a droit au remboursement des frais de voyage et de séjour, ainsi qu'à une indemnité et l'expert, a droit en plus, aux honoraires d'expertise. Il sera fait mention dans la convocation des indemnités que les personnes citées à comparaître peuvent faire valoir. Sur la demande de ces personnes, une avance sur les frais encourus leur sera versée.

Article 11

Frais de l'entraide judiciaire

1. Les Parties Contractantes ne demanderont pas le remboursement des frais découlant de l'exécution des procédures de l'entraide judiciaire, sauf en ce qui concerne les honoraires d'expertise et autres dépenses occasionnées en rapport avec l'exécution des preuves d'expertise.

2. L'exécution d'une preuve d'expert peut être subordonnée au depôt d'une avance.

3. L'autorité requise communique à l'autorité requérante à sa demande le montant des frais occasionnés par l'exécution de la commission rogatoire.

Article 12

Refus de l'entraide judiciaire

L'octroi de l'entraide judiciaire peut être refusé, si la Partie Contractante requise estime que l'exécution de la commission rogatoire serait contraire à sa législation ou porterait atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ou à l'ordre public de cette Partie Contractante.

Article 13

Informations en matière de législation

Les autorités judiciaires centrales des Parties Contractantes se communiqueront réciproquement et sur demande des informations sur les lois et règlements actuellement ou antérieurement en vigueur sur leur territoire, ainsi que les textes de ces lois et réglements

Article 14

Validité des actes

1. Les actes dressés ou certifiés sous forme prescrite et revêtus du sceau officiel de l'autorité d'Etat compétente ou de la personne habilitée /d'un traducteur, d'un expert/ de l'une des Parties Contractantes sont dispensés de légalisation sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Les mêmes dispositions sont aussi applicables aux signatures apposées aux actes, ainsi qu'aux signatures qui ont été légalisées en conformité avec les dispositions de l'une des Parties Contractantes.

2. Les actes qui sont considérés sur le territoire de l'une des Parties Contractantes comme documents publics acquièrent la force probante des actes publics sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 15

Communications des adresses

Les autorités centrales des Parties Contractantes se prêteront sur demande l'éntraide en vue de rechercher dans la mesure du possible les adresses des personnes se trouvant sur leur territoire, si cela s'avère nécessaire pour faire valoir les droits de leurs nationaux.

Article 16

Transmission d'actes d'état - civil

1. Les Parties Contractantes s'adresseront réciproquement les extraits des registres d'état-civil des naissances, des mariages et des décès se rapportant aux citoyens de l'autre Partie Contractante, ainsi que les rectifications et les inscriptions ultérieures des actes d'état-civil sus-mentionnés.
2. Les extraits de ces actes sont envoyés d'office et sont transmis sans frais par voie diplomatique.

Titre 2

Frais de procédure

Article 17

Dispense de la caution judicatum solvi

Il ne pourra être imposé aux citoyens de l'une des Parties Contractantes comparaissant devant les autorités de l'autre Partie Contractante s'ils ont leur résidence sur le territoire de l'une des deux Parties Contractantes aucune caution judicatum solvi concernant les frais de procédure á raison, soit de leur qualité d'étrangers soit du défaut de résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Dispense des taxes et des avances

Article 18

Les citoyens de l'une des Parties Contractantes bénéficient sur le territoire de l'autre Partie de l'exemption des taxes et frais de justice et jouiront d'autres facilités, ainsi que du droit à l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions et dans la même étendue que les nationaux de cette dernière Partie.

Article 19

1. Les certificats relatifs à la situation personnelle, familiale et matérielle du requérant désireux de bénéficier des facilités prévues à l'article 18 seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il est domicilié.
2. Si le requérant désireux de bénéficier des dites facilités n'a pas de domicile ou de résidence sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes, le document peut être délivré par la Mission diplomatique ou le Poste consulaire de l'Etat dont le requérant est le citoyen.
3. L' autorité judiciaire qui statue sur la demande d'exemption en vertu de l'article 18 peut demander des renseignements complémentaires à l'organe ayant delivré le document.

Article 20

Si l'autorité compétente a attribué la dispense prévue à l'article 18 de la présente Convention au citoyen de l'autre Partie Contractante, cette dispense s'étendra à toute la procédure, y compris la procédure concernant l'exécution de la décision.

Article 21

1. Si un citoyen de l'une des Parties Contractantes forme une demande de dispense, prévue à l'article 18 de la présente Convention, devant l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante, il peut l'introduire auprès de l'autorité compétente du lieu de son domicile ou de sa résidence. Cette dernière autorité adressera la demande, de même que le certificat prévu à l'article 19 de la présente Convention, à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.
2. La demande de dispense peut être déposée parallèlement à la requête introductive de l'instance.

PARTIE II

Reconnaissance et exécution des décisions des autorités judiciaires

Article 22

1. Les décisions des autorités judiciaires en matière civile de l'une des Parties Contractantes portant sur les affaires non patrimoniales, à condition qu'elles ne soient contraires à la présente Convention, seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Cette disposition est applicable également aux décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Les décisions des autorités judiciaires en matière civile portant sur les relations patrimoniales, rendues sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, sont susceptibles d'être reconnues et exécutées sur le territoire de l'autre Partie, lorsqu'elles ont été rendues après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il en est de même des jugements faisant droit à l'action civile en matière pénale.

Article 23

1. Les décisions visées à l'article 22 de la présente Convention seront reconnues et exécutées si elles réunissent les conditions suivantes :

a) la décision est passée en force de chose jugée et déclarée exécutoire en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue;

b) La reconnaissance et l'exécution n'est pas empêchée par la compétence exclusive des autorités de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la reconnaissance et l'exécution est demandée;

c) la partie défaillante qui n'a pas pris part à la procédure a été citée à temps et en bonne et due forme, selon la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue et a été dûment représentée en cas d'incapacité de sa part;

d) la décision ne s'oppose pas à une décision passée en force de chose jugée qui a été rendue précédemment entre les mêmes parties, sur le même objet et sur le même fond par une juridiction de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette décision doit être reconnue et exécutée;

e) un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet n'est pas pendant devant une autorité de la Partie Contractante requise, première saisie;

f) la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle la reconnaissance et l'exécution est demandée, estime que la reconnaissance ou l'exécution ne porterait atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ou à l'ordre public de cette Partie Contractante.

2. Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoire

dans l'Etat requis, si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

Article 24

Pour reconnaître et ordonner l'exécution de la décision est compétente l'autorité judiciaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée.

Article 25

1. La proposition de reconnaître ou d'ordonner l'exécution d'une décision peut être déposée directement auprès d'une autorité judiciaire compétente de la Partie sur le territoire de laquelle la décision est à reconnaître ou à exécuter ou auprès de l'autorité judiciaire qui a statué de l'affaire en première instance; dans ce cas la proposition est transmise à l'autorité de l'autre Partie Contractante conformément aux dispositions prévues à l'article 4 de la présente Convention.

2. La proposition doit être accompagnée :

a) de la décision de l'autorité judiciaire ou d'une copie certifiée conforme de cette décision à laquelle est joint un certificat prouvant la force acquise de chose jugée et la force exécutoire, à moins que cela ne résulte du contenu de la décision;

b) d'un certificat attestant que la partie défaillante qui n'a pas pris part à la procédure a reçu conformément à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue la citation régulièrement et en temps voulu et a été dûment representée en cas d'incapacité de sa part, à moins que cela ne résulte du contenu de la décision;

c) d'une traduction certifiée conforme de la proposition et des pièces visées sous lettres a) et b) du présent alinéa faite dans la langue de la Partie Contractante requise ou en langue française ou anglaise.

Article 26

1. L'autorité judiciaire qui décide de la proposition de reconnaissance et d'exécution de la décision vérifie si les conditions visées à l'article 23 de la présente Convention sont remplies.

2. L'autorité judiciaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle décision doit être reconnue ou exécutée, procède conformément à la législation de son Etat.

Article 27

1. Si la partie dispensée conformément à l'article 17 de la présente Convention de la caution judicatum solvi est condamnée par une décision passée en force de chose jugée d'une autorité judiciaire de l'une des Parties Contractantes au remboursement des frais de procédure, la décision est exécutée, à la proposition du bénéficiaire, gratuitement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. La proposition ainsi que ses annexes seront établies en conformité avec l'article 25 de la présente Convention.

3. L'autorité judiciaire statuant sur l'exécution conformément à l'alinéa 1er du présent article se bornera à constater si la décision sur les frais est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire.

Article 28

L'autorité de la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle les frais de procédure ont été avancés par l'Etat demandera à l'autorité judiciaire compétente de l'autre Partie Contractante de recouvrer les frais et taxes. L'autorité judiciaire mettra la somme perçue à la disposition de la Mission diplomatique ou du Poste consulaire de la Partie Contractante dont l'autorité a demandé le recouvrement.

PARTIE III

Affaires pénales

Titre 1

Poursuite pénale

Article 29

1. Chaque Partie Contractante s'engage à couvrir en conformité avec sa législation et sur demande de l'autre Partie Conreactante la poursuite pénale contre son citoyen qui a commis une infraction possible d'une peine sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. La demande de poursuite sera accompagnée des documents relatifs à l'affaire, de toute pièce à conviction existante, des indications concernant le dommage causé, ainsi que du texte des dispositions pénales applicables à l'acte selon la loi en vigueur du lieu de sa perpétration.

3. La Partie Contractante qui a ouvert la procédure pénale informera le plus tôt possible l'autre Partie Contractante du résultat de la procédure pénale. Si un jugement passé en force de chose jugée est rendu, elle lui en fera parvenir sur demande une copie.

4. Les droits des personnes lesées à la réparation de dommage mis en valeur avant le transfert de la poursuite pénale à l'autorité judiciaire de la Partie Contractante requérante feront l'objet d'une procédure sur le territoire de la Partie Contractante requise.

Titre 2

Extradition

Article 30

Obligation d'extradition

1. Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande, dans les conditions prévues par la présente Convention, les personnes qui se trouvent sur leurs territoires en vue d'une poursuite pénale ou de l'exécution d'une peine.

2. L'extradition en vue d'une poursuite pénale n'est admissible que pour les infractions qui, aux termes des législations des deux Parties Contractantes, sont passibles d'une peine privative de liberté supérieure à un an.

3. L'extradition pour l'exécution d'une peine n'est admissible que pour les infractions aux termes des législations des deux Parties Contractantes, lorsque la personne concernée a été condamnée à une peine privative de liberté d'au moins six mois ou d'une peine plus grave.

4. Sous réserve des dispositions de l'article 31, lettres a), c) et d) l'extradition ne peut être refusée pour les personnes qui ont commis des actes illégaux contre la sécurité de l'aviation civile aux termes des dispositions de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée le 16.12.1970 à la Haye et de la Convention pour la répresession d'actes illicites contre l'aviation civile, signée le 23.9.1971 à Montréal, ainsi que pour les personnes qui ont commis des actes illégaux tombant sous le coup d'autres Conventions internationales contre le terrorisme auxquelles la République Hellénique et la République Socialiste Tchécoslovaque sont ou seront Parties Contractantes.

5. Si la demande d'extradition vise plusieurs infractions distinctes punies chacune par la loi des deux

Parties Contractantes d'une peine privative de liberté mais dont certaines ne remplissent pas la condition prévue aux paragraphes 2 et 3, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces dernières.

Article 31

Refus d'extradition

L'extradition n'est pas admise, si :

a) la personne dont l'extradition est requise est à la date de la transmission de la demande d'extradition citoyen de la Partie Contractante requise;

b) l'acte a été commis sur le territoire de la Partie Contractante requise;

c) selon la législation de la Partie Contractante requise la poursuite pénale ou l'exécution d'une peine ne peuvent avoir lieu pour cause de prescription ou d autres motifs légaux ayant le même effet;

d) l'extradition n'est pas admise d'après la législation de la Partie Contractante requise;

e) la personne dont on demande l'extradition a fait l'objet sur le territoire de la Partie Contractante requise d'un jugement passé en force de chose jugée concernant la même infraction ou non-lieu;

f) conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes la poursuite pénale ne peut être déclenchée que par la plainte de la personne lésée.

Article 32

Demande d'extradition

1. La demande d'extradition doit comporter le prénom et le nom de la personne dont l'extradition est requise, la date et le lieu de sa naissance, sa nationalité, son domicile, la description de l'acte commis et du dommage éventuellement causé.

2. La demande d'extradition en vue d'entamer une procédure pénale est accompagnée d'une copie du mandat d'arrêt certifiée conforme ou d'un autre document ayant la même force, de la description de l'acte commis, ainsi que du texte de la disposition légale s'appliquant à l'acte commis par la personne à extrader. S'il s'agit d'une infraction contre les biens, il faut indiquer le montant du dommage éventuellement causé.

3. La demande d'extradition en vue d'exécuter une peine est accompagnée d'une expédition certifiée conforme du jugement passé en force de chose jugée, ainsi que du texte intégral de la disposition légale qui donne la qualification de l'acte commis. Si le condamné a déjà purgé une partie de sa peine, il y a lieu de l'indiquer.

4. La Partie Contractante requérante n'est pas tenue à joindre à la demande d'extradition les preuves sur la culpabilité de la personne à extrader.

Article 33

Arrestation aux fins d'extradition

Dans le cas où la demande d'extradition est suffisamment motivée conformément à la présente Convention, la Partie Conctractante requise prendra sans retard les mesures nécessaires pour arrestation de la personne reclamée en conformité avec sa législation.

Article 34

Supplément d'information en matière d'extradition

1. Si la demande d'extradition ne comporte pas toutes les précisions nécessaires, la Partie Contractante requise peut demander des informations supplémentaires et fixer un délai ne dépassant pas deux mois pour leur signification. Ce délai peut être prolongé pour des motifs justifiés.

2. Si la Partie Contractante réquerante ne fait pas parvenir le supplément d'information requis dans le délai fixé, la Partie Contractante requise peut relâcher la personne arrêtée.

Article 35

Arrestation provisoire

1. L'arrestation peut être effectuée même avant la réception de la demande d'extradition, si la Partie Contractante requérante le demande expressément en invoquant le mandat d'arrêt ou un autre acte ayant la même force ou un jugement sur la base duquel elle aura demandé l'extradition. Cette demande d'arrestation provisoire peut être transmise par poste, par télégramme ou par tout autre moyen transmettant le contenu de la demande par écrit.

2. Dans des cas d'urgence et lorsque l'acte commis est particulièrement grave les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent arrêter provisoirement la personne qui se trouve sur leur territoire même sans la demande prévue à l'alinéa 1er, si elles savent que cette personne a commis sur le territoire de l'autre Partie Contractante une infraction donnant lieu à extradition.

3. L'arrestation effectuée selon les dispositions des alinéas précédents doit être portée sans délai à la connaissance de l'autre Partie Contractante.

Article 36

Mise en liberté d'une personne arrêtée à titre provisoire

1. Une personne arrêtée en vertu de l'article 35, alinéa 1er de la présente Convention peut être remise en liberté si la demande d'extradition n'est pas signifiée dans un délai d'un mois à partir du jour de la signification de l'arrestation provisoire à la Partie Contractante réquerante.

2. Une personne arrêtée en vertu de l'article 35, alinéa 2 de la présente Convention doit être remise en liberté si la demande d'extradition ou de l'arrestation provisoire selon l'arrticle 35, alinéa 1er n'est pas signifiée dans un délai de 20 jours à partir du jour de la signification de l'arrestation à la Partie Contractante requérante.

Article 37

Ajournement de l'extradition

Si la personne dont l'extradition est requise est soumise à une procédure pénale ou si elle doit purger une peine pour une autre infraction commise sur le territoire de la Partie Contractante requise, l'extradition peut être différée jusqu'à la fin de la procédure pénale ou jusqu'à l'exécution de la peine ou la renonciation ou la dispense de cette dernière.

Article 38

Extradition temporaire

1. Si l'ajournement de l'extradition conformément à l'article 37 de la présente Convention est de nature à entraîner la prescription ou à entraver gravement l'instruction de la procédure pénale, il peut être donné suite à la demande d'extradition temporaire faite par la Partie Contractante requérante.

2. La personne temporairement extradée sera reconduite immédiatement après la fin des actes de procédure pour lesquels elle a été extradée, au plus tard trois mois à compter du jour de l'extradition temporaire.

Article 39

Demandes d'extradition présentées concurrement

Si plusieurs Etats demandent l'extradition d'une

même personne, la Partie Contractante requise décide à quelle demande il sera donné suite. Elle tiendra notamment compte à cet effet de la nationalité de la personne dont l'extradition est reclamée, de la nature de l'acte commis et du lieu de sa perpétration, ainsi que des dates respectives de la réception des demandes.

Article 40

Limites de la poursuite pénale contre une personne extradée

1. Sans l'accord de la Partie Contractante requise, la personne extradée ne peut être poursuivie pénalement, ni être l'objet d'une condamnation pour une infraction commise avant l'extradition autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée.

2. Sans l'accord de la Partie Contractante requise la personne extradée ne peut être livrée à un Etat tiers.

3. L'accord de la Partie Contractante requise n'est pas necessaire si :

a) une personne extradée n'a pas quitté le territoire de la Partie Contractante requérante dans un mois après la clôture de la procédure pénale ou de l'exécution de la peine; ce délai ne comprend pas le temps pendant lequel la personne extradée était dans l'impossibilité de quitter le territoire de la Partie Contractante requérante pour des raisons indépendantes de sa volonté;
b) la personne extradée a quitté le territoire de la Partie Contractante requérante mais y est volontairement retournée.

Article 41

Remise de la personne extradée

La Partie Contractante requise informe la Partie Contractante requérante di lieu et de la date de l'extradition de la personne dont il s'agit. Si la Partie Contractante requérante ne se charge pas de la personne extradée dans un délai de 10 jours à partir du jour fixé pour l'extradition, cette personne peut être mise en liberté. Sur demande de l'une des Parties Contractantes, ce délai peut être prolongé de 10 jours encore.

Article 42

Ré-extradition

Si la personne extradée se soustrait à la procédure pénale ou à l'exécution de la peine et retourne sur le territoire de la Partie Contractante requise, elle sera ré-extradée à la suite d'une nouvelle demande de la Partie Contractante requérante sans transmission des pièces visées à l'article 32 de la présente Convention.

Article 43

Information sur le résultat de la procédure pénale

La Partie Contractante requérante communiquera à la Partie Contractante requise le résultat de la procédure pénale engagée contre la personne extradée. Si la personne est condamnée, une copie du jugement, dès que celui-ci passe en force de chose jugée, est transmise sur demande.

Article 44

Transit

1. Chaque des Parties Contractantes autorise sur demande de l'autre Partie Contractante le transit à travers son territoire de la personne qui a été extradée par un Etat tiers à la Partie Contractante demandant le transit. La demande de transit peut être refusée pour les raisons énoncées aux dispositions de l'article 31 de la présente Convention.

2. Une demande en matière de transit doit être déposée et traitée selon les mêmes modalités qu'une demande d'extradition.

3. Les autorités de la Partie Contractante requise exécuteront le transit sur leur territoire selon le mode qui leur apparaît le plus apparoprié.

Article 45

Frais d'extradition et de transit

Les frais d'extradition sont pris en charge par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les dépenses de transit sont assumées par la Partie Contractante requérante.

Article 46

Remise d'objets

1. Les objets qui ont servi pour la perpétration de l'infraction donnant lieu à extradition aux termes de la présente Convention, ainsi que les objets que le délinquant a acquis par l'infraction ou en cas de disposition de ces objets, leur contre valeur ou les objets susceptibles d'être utilisés comme pièces à conviction seront remis à la Partie Contractante requérante même dans le cas où l'extradition ne peut avoir lieu.

2. La Partie Contractante requise peut ajourner temporairement la remise des objets requis, lorsqu'elle en a besoin dans le cadre d'une autre procédure pénale.

3. Les droits des tiers sur les objets remis restent intacts. Après la fin de la procédure pénale, la Partie Contractante requérante remettra ces objets à la Partie Contractante requise pour les restituer aux ayants-droit. Dans le cas motivés et avec l'assentiment de la Partie Contractante requise, ces objets peuvent être restitués directement aux ayants-droit.

Titre 3

Dispositions spéciales concernant l'entraide judiciaire en matière pénale

Article 47

Communication des condamnations

1. Les Parties Contractantes s'informeront mutuellement des jugements passés en force de chose jugée prononcés dans les procédures pénales par les juridictions de l'une des Parties Contractantes contre les citoyens de l'autre Partie Contractante.

2. Sur demande motivée, les Parties Contractantes s'informeront réciproquement des condamnations prononcées contre des personnes qui ne sont pas citoyens de la Partie Contractante requérante.

3. Sur demande, les Parties Contractantes se communiquent les empreintes digitales des personnes visées aux alinéas 1er er 2 du présent article.

Article 48

Extraits de casiers judiciaires

Les autorités chargées des registres pénaux des Parties Contractantes enverront conformément à leur législation aux autorités judiciaires de l'autre Partie Contractante sur demande les extraits de casiers judiciaires.

PARTIE IV

Dispositions finales

Article 49

1. La présente Convention sera ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Prague.

2. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 50

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des deux Parties Contractantes peut la dénoncer au moyen d'une notification par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Partie Contractante.

Article 51

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention sont abrogées :

a) Convention entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque relative á la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial ainsi que dans les affaires de successions du 7 avril 1927;

b) Convention entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires du 7 avril 1927;

c) Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale conclue entre la République Hellénique et la République Tchécoslovaque du 7 avril 1927.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes le 22 Octobre 1980 en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour la République Héllénique	Pour la République Socialiste Tchécoslovaque
Constantin MITSOTAKIS	Andrej BARCAK

ΣΥΜΒΑΣΗ

Δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ὁ Πρόεδρος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας, ἐπιθυμώντας νὰ προωθήσουν τὶς φιλικὲς σχέσεις καὶ τὴ συνεργασία μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν καὶ μεριμνώντας γιὰ τὴ ρύθμιση, μὲ κοινὴ συμφωνία τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ὑποθέσεις ἀστικοῦ καὶ ποινικοῦ δικαίου, ἀποφάσισαν νὰ συνάψουν τὴν παροῦσα Σύμβαση καὶ γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ διόρισαν σὰν πληρεξουσιούς τους :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, Ὁ Πρόεδρος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας, οἱ ὁποῖοι, ἀφοῦ ἀντάλλαξαν τὰ πληρεξούσια ἔγγραφά τους ποὺ βρέθηκαν σὲ ἀπόλυτη τάξη, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟ

Γενικὲς διατάξεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1.

Νομικὴ προστασία καὶ δικαστικὴ ἀρωγὴ σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις.

Ἄρθρο 1.

Νομικὴ προστασία.

1. Οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἀπολαύουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους τῆς ἴδιας νομικῆς προστασίας μὲ τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἄλλου αὐτοῦ Μέρους ὡς πρὸς τὰ προσωπικὰ καὶ περιουσιακά τους δικαιώματα.

2. Οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους μποροῦν νὰ ἀπευθύνονται στὶς ἀρχὲς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, τὶς ἁρμόδιες γιὰ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις. Μποροῦν νὰ ἐμφανίζονται ἐνώπιον τῶν ἀρχῶν αὐτῶν γιὰ νὰ ὑπερασπίζουν τὰ δικαιώματά τους, νὰ ὑποβάλλουν αἰτήσεις, νὰ ἐγείρουν ἀγωγὲς καὶ νὰ ὑποβάλλουν ἔνδικα μέσα, μὲ τοὺς ἴδιους ὅρους ὅπως καὶ οἱ ὑπήκοοι τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους.

3. Οἱ διατάξεις τῆς παρούσας Συμβάσεως οἱ σχετικὲς μὲ τοὺς ὑπηκόους τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐφαρμόζονται MUTATIS MUTANDIS καὶ στὰ νομικὰ πρόσωπα ποὺ συστάθηκαν σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἔχουν τὴν ἕδρα τους στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 2.

Δικαστικὴ ἀρωγή.

1. Οἱ δικαστικὲς ἀρχὲς τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχουν ἀμοιβαία δικαστικὴ ἀρωγὴ στὶς ὑποθέσεις ποὺ προβλέπει ἡ παροῦσα Σύμβαση.

2. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως, ὁ ὅρος «σὲ ἀστικὲς ὑποθέσεις» περιλαμβάνει ἐπίσης τὶς ὑποθέσεις ἐμπορικοῦ, οἰκογενειακοῦ καὶ ἐργατικοῦ δικαίου.

3. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως, ὁ ὅρος «δικαστικὴ ἀρχή» ὑποδηλώνει κάθε ἀρχὴ ἁρμόδια νὰ ἐκδικάζει τὶς προβλεπόμενες ἀπὸ τὴν παροῦσα Σύμβαση ὑποθέσεις, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Κράτους της.

Ἄρθρο 3.

Ἔκταση τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν ἀμοιβαία δικαστικὴ ἀρωγὴ ἐκτελώντας δικαστικὲς πράξεις καὶ ἰδιαίτερα συντάσσοντας, διαβιβάζοντας καὶ ἐπιδίδοντας ἔγγραφα, προβαίνοντας στὴν ἐξέταση μαρτύρων, διαδίκων ἢ ὑποδίκων, διενεργώντας πραγματογνωμοσύνες.

Ἄρθρο 4.

Τρόπος ἐπικοινωνίας.

1. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως, οἱ δικαστικὲς ἀρχὲς ἐπικοινωνοῦν μεταξύ τους μέσω τῶν ἁρμόδιων κεντρικῶν ἀρχῶν, πλὴν ἀντίθετης διατάξεως τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως, σὰν κεντρικὲς ἀρχὲς θεωροῦνται :

α) Ἀπὸ τὴν πλευρὰ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας:
–Γενικὴ Εἰσαγγελία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας.
–Ὑπουργεῖο Δικαιοσύνης τῆς Τσεχικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας.
–Ὑπουργεῖο Δικαιοσύνης τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Σλοβακίας.
β) Ἀπὸ τὴν πλευρὰ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας:
–Ὑπουργεῖο Δικαιοσύνης τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

2. Στὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως, οἱ κεντρικὲς ἀρχὲς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν χρησιμοποιοῦν στὴ μεταξύ τους ἐπικοινωνία, τὶς ἐπίσημές τους γλῶσσες, μὲ μετάφραση στὴ γαλλικὴ ἢ ἀγγλικὴ γλῶσσα.

Ἄρθρο 5.

Δικαστικὴ παραγγελία.

1. Ἡ δικαστικὴ παραγγελία πρέπει νὰ περιλαμβάνει:

α) Τὴν ὀνομασία τῆς αἰτούσας ἀρχῆς.

β) Τὴν ὀνομασία τῆς ἀρχῆς πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

γ) Τὴν ὑπόθεση σχετικὰ μὲ τὴν ὁποία ζητεῖται ἡ δικαστικὴ παραγγελία.

δ) Τὸ ὄνομα καὶ τὸ ἐπώνυμο τῶν διαδίκων, τῶν ὑποδίκων, τῶν κατηγορουμένων ἢ τῶν καταδικασθέντων καὶ ἐνδεχομένως τῶν ἀντιπροσώπων τους καὶ τῶν μαρτύρων, τὸν τόπο τῆς μόνιμης ἢ προσωρινῆς τους κατοικίας, τὴν ὑπηκοότητα καὶ τὸ ἐπάγγελμά τους.

Ἐὰν πρόκειται γιὰ ποινικὲς ὑποθέσεις, στὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία γεννήσεώς τους καὶ τὸ ὄνομα καὶ ἐπώνυμο τῶν γονέων, γιὰ τὰ νομικὰ πρόσωπα, τὸ ὄνομα καὶ τὴν ἕδρα τους.

ε) Τὸ ἀντικείμενο τῆς δικαστικῆς παραγγελίας καὶ τὰ ἀπαραίτητα γιὰ τὴν ἐκτέλεσή της στοιχεῖα.

στ) Ἐὰν πρόκειται γιὰ ποινικὲς ὑποθέσεις, ἡ δικαστικὴ παραγγελία πρέπει ἐπίσης νὰ περιλαμβάνει τὴν περιγραφὴ καὶ τὸ χαρακτηρισμὸ τοῦ ἐγκλήματος.

2. Ἡ δικαστικὴ παραγγελία καὶ τὰ συνημμένα ἔγγραφα πρέπει νὰ συντάσσονται στὴ γλῶσσα τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ θὰ πρέπει νὰ συνοδεύεται ἀπὸ μετάφραση σ' αὐτὴ τὴν γλῶσσα ἢ στὰ γαλλικὰ ἢ ἀγγλικά.
Κάθε μετάφραση σχετικὴ μὲ τὴ δικαστικὴ παραγγελία πρέπει νὰ εἶναι ἐπικυρωμένη εἴτε ἀπὸ ἐξουσιοδοτημένο γιὰ αὐτὸ τὸ σκοπὸ μεταφραστὴ εἴτε ἀπὸ τὴ διπλωματικὴ ἀποστολὴ ἢ ἀπὸ τὴν Προξενικὴ Ἀρχὴ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Ἡ δικαστικὴ παραγγελία θὰ πρέπει νὰ φέρει τὴν ἰδιόχειρη ὑπογραφὴ καὶ τὴν ἐπίσημη σφραγίδα.

Ἄρθρο 6.

Ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

1. Γιὰ τὴν ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς παραγγελίας, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἐφαρμόζει τὴν ἐθνικὴ της νομοθεσία.
Ἔπειτα ἀπὸ αἴτηση τῆς αἰτούσας ἀρχῆς, μπορεῖ ἐν τούτοις νὰ ἐφαρμόσει τὸν τρόπο ἐκτελέσεως ποὺ ἀναφέρεται στὴ δικαστικὴ παραγγελία, ἐὰν αὐτὸ δὲν εἶναι ἀντίθετο στὶς νομοθετικὲς διατάξεις τοῦ Κράτους της.

2. Στὴν περίπτωση ποὺ ἡ ἀρχή, στὴν ὁποία διαβιβάστηκε ἡ δικαστικὴ παραγγελία δὲν εἶναι ἁρμόδια, θὰ τὴν διαβιβάζει χωρὶς καθυστέρηση σ' αὐτὴν ποὺ ἔχει τὴν ἀπαιτούμενη ἁρμοδιότητα καὶ θὰ πληροφορεῖ σχετικὰ τὴν αἰτούσα ἀρχή.

3. Ὅταν ἡ ἀναφερόμενη στὴ δικαστικὴ παραγγελία διεύθυνση δὲν εἶναι ἀκριβὴς ἢ ἂν τὸ ἐναγόμενο μὲ τὴ δικαστικὴ παραγγελία πρόσωπο δὲ διαμένει στὴν ὑποδηλούμενη διεύθυνση, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ λαμβάνει μέτρα γιὰ νὰ ἐντοπίσει τὴ σωστή του διεύθυνση.

4. Μετὰ ἀπὸ αἴτηση τῆς αἰτούσας ἀρχῆς, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, θὰ τῆς γνωστοποιεῖ σὲ εὔθετο χρόνο καὶ ἀπευθείας τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

5. Μετὰ τὴν ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς παραγγελίας, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ ἐπιστρέφει στὴν αἰτούσα ἀρχὴ κατόπιν αἰτήσεως τὰ ἔγγραφα. Στὴν περίπτωση ποὺ δὲν εἶναι δυνατὸ νὰ δοθεῖ συνέχεια στὴν δικαστικὴ παραγγελία, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ ἐπιστρέφει στὴν αἰτούσα ἀρχὴ τὰ ἔγγραφα πληροφορώντας την γιὰ τοὺς λόγους ποὺ ἐμπόδισαν τὴν ἐκτέλεση αὐτῆς τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

Ἄρθρο 7.

Ἐπίδοση ἐγγράφων.

Ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἐξασφαλίζει τὴν ἐπίδοση τῶν ἐγγράφων σύμφωνα μὲ τὴν ἐθνικὴ της νομοθεσία, ἐὰν τὸ ἐπιδιδόμενο ἔγγραφο εἶναι συντεταγμένο στὴ γλῶσσα τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ ἐὰν συνοδεύεται ἀπὸ κυρωμένη μετάφραση σ' αὐτὴ τὴν γλῶσσα.

Σὲ ἀντίθετη περίπτωση, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲ θὰ διαβιβάσει τὸ ἔγγραφο στὸν παραλήπτη παρὰ μόνο ὑπὸ τὸν ὅρο ὅτι αὐτὸς δέχεται νὰ τὸ παραλάβει.

Ἄρθρο 8.

Ἀπόδειξη τῆς ἐπιδόσεως.

Ἡ ἀπόδειξη τῆς ἐπιδόσεως γίνεται μὲ ἔγγραφο παραλαβῆς, ὑπογεγραμμένο ἀπὸ τὸ πρόσωπο ποὺ ἔλαβε τὸ ἔγγραφο καὶ φέρον ἐπίσημη σφραγίδα, τὴν ἡμερομηνία καὶ τὴν ὑπογραφὴ τῆς ἀρχῆς πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ μὲ βεβαίωση ποὺ ἐκδίδεται ἀπὸ τὴν ἀνωτέρω ἀρχὴ ποὺ πιστοποιεῖ τὸν τρόπο, τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία τῆς ἐπιδόσεως.
Ἐὰν τὸ πρὸς ἐπίδοση ἔγγραφο διαβιβάζεται εἰς διπλοῦν, ἡ παραλαβή του καὶ ἡ ἐπίδοση μποροῦν νὰ γίνουν στὸ δεύτερο ἀντίγραφο.

Ἄρθρο 9.

Ἐπίδοση ἐγγράφων ἀπὸ τὶς διπλωματικὲς ἢ τὶς προξενικὲς Ἀρχές.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη μποροῦν ἐπίσης νὰ ἐπιδίδουν τὰ ἔγγραφα στοὺς ὑπηκόους τους διὰ τῶν Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν τους ἀρχῶν. Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, δὲν εἶναι δυνατὸ νὰ γίνει χρήση ἐξαναγκαστικῶν μέτρων.

Ἄρθρο 10.

Προστασία μαρτύρων καὶ ἐμπειρογνωμόνων.

1. Ὑπήκοος ποὺ διαμένει στὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ γίνει ἐξέταση μὲ τὴν ἰδιότητα μάρτυρα ἢ ἐμπειρογνώμονα ἐνώπιον τῆς ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐμφανισθεῖ μετὰ ἀπὸ κλήση τῆς ἀρχῆς αὐτῆς· ἡ κλήση πρὸς ἐμφάνιση δὲν πρέπει ἐπομένως νὰ περιέχει προειδοποίηση ἐπ' ἀπειλῇ ποινῆς σὲ περίπτωση μὴ ἐμφανίσεως.

2. Μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνώμονας, ὁποιασδήποτε ἐθνικότητας, ποὺ ἐμφανίστηκε μετὰ ἀπὸ κλήση τῆς ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, δὲν μπορεῖ νὰ διωχθεῖ ποινικὰ οὔτε νὰ συλληφθεῖ ἢ νὰ ὑποστεῖ ἐκτέλεση ποινῆς ποὺ ἐπιβλήθηκε προηγούμενα ἀπὸ δικαστήριο γιὰ ἔγκλημα ποὺ διέπραξε πρὶν περάσει τὰ σύνορα τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους.
Κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο, μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνώμονας δὲν μπορεῖ νὰ διωχθεῖ γιὰ λόγους ποὺ ἀνάγονται στὴ μαρτυρία ἢ τὴν πραγματογνωμοσύνη του.

3. Μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνώμονας χάνει τὴν προστασία ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου

ἐὰν δὲν ἔχει ἐγκαταλείψει τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους μέσα σὲ 7 ἡμέρες ἀπὸ τότε ποὺ ἡ ἀρχὴ ποὺ τοῦ ἀπεύθυνε τὴν κλήση, τὸν εἶχε εἰδοποιήσει ὅτι ἡ παρουσία του δὲν εἶναι πλέον ἀπαραίτητη. Στὴν ἐν λόγῳ προθεσμία δὲν περιλαμβάνεται ἡ περίοδος κατὰ τὴν ὁποία ὁ μάρτυρας ἢ ὁ ἐμπειρογνώμονας δὲν μπόρεσε νὰ ἐγκαταλείψει τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους γιὰ λόγους ἀνεξάρτητους ἀπὸ τὴ θέλησή του.

4. Ὁ ὑπήκοος ποὺ κλήθηκε πρὸς ἐμφάνιση δικαιοῦται νὰ τοῦ καταβληθοῦν τὰ ἔξοδα ταξιδίου καὶ διαμονῆς καθὼς καὶ ἀποζημίωση καὶ ὁ ἐμπειρογνώμονας δικαιοῦται ἐπιπλέον τὴν ἀμοιβὴ πραγματογνωμοσύνης.

Στὴν κλήση θὰ γίνεται μνεία τῆς ἀποζημίωσης ποὺ τὰ κληθέντα πρὸς ἐμφάνιση πρόσωπα ἀξιοῦν. Μὲ αἴτηση τῶν προσώπων αὐτῶν, θὰ τοὺς καταβάλλεται προκαταβολὴ γιὰ τὰ ἔξοδα ποὺ ἔγιναν.

Ἄρθρο 11.

Ἔξοδα τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ ζητοῦν τὴν καταβολὴ τῶν ἐξόδων ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἐκτέλεση τῆς διαδικασίας τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς, ἐκτὸς ἀπὸ τὴν ἀμοιβὴ πραγματογνωμοσύνης καὶ τὶς ἄλλες δαπάνες ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἀποδεικτικὴ πραγματογνωμοσύνη.

2. Ἡ ἐκτέλεση ἀποδεικτικῆς πραγματογνωμοσύνης μπορεῖ νὰ ἐξαρτηθεῖ ἀπὸ τὴν κατάθεση προκαταβολῆς.

3. Ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γνωστοποιεῖ στὴν αἰτοῦσα ἀρχή, ὕστερα ἀπὸ αἴτησή της, τὸ ποσὸ τῶν ἐξόδων ποὺ πρόκυψαν ἀπὸ τὴν ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

Ἄρθρον 12.

Ἄρνηση δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Ἡ χορήγηση δικαστικῆς ἀρωγῆς μπορεῖ νὰ ἀποκρουσθεῖ, ἂν τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση κρίνει ὅτι ἡ ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς παραγγελίας θὰ ἦταν ἀντίθετη πρὸς τὴ νομοθεσία του ἢ ὅτι θὰ ἔθιγε τὴν κυριαρχία του ἢ τὴν ἀσφάλειά του ἢ τὴ δημόσια τάξη τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 13.

Πληροφορίες πάνω σὲ θέματα νομοθεσίας.

Οἱ κεντρικὲς δικαστικὲς ἀρχὲς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαῖα μετὰ ἀπὸ αἴτηση πληροφορίες γιὰ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς ποὺ ἰσχύουν ἢ ποὺ ἴσχυσαν στὸ ἔδαφός τους, καθὼς καὶ γιὰ τὰ κείμενα αὐτῶν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν.

Ἄρθρο 14.

1. Τὰ ἔγγραφα, ποὺ συντάχθηκαν ἢ ἐπικυρώθηκαν κατὰ τὸν ἐπιβαλλόμενο τύπο καὶ φέρουν τὴν ἐπίσημη σφραγίδα τῆς ἁρμόδιας Κρατικῆς ἀρχῆς ἢ τοῦ ἁρμόδιου προσώπου (μεταφραστοῦ, ἐμπειρογνώμονα) ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται ἐπικυρώσεως στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους. Οἱ ἴδιες διατάξεις ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ στὶς ὑπογραφὲς τῶν ἐγγράφων, καθὼς καὶ στὶς ὑπογραφὲς ποὺ ἐπικυρώθηκαν σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Τὰ ἔγγραφα ποὺ θεωροῦνται δημόσια στὸ ἔδαφος ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἀποκτοῦν τὴν ἀποδεικτικὴ ἰσχὺ δημοσίων ἐγγράφων στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρο 15.

Κοινοποίηση διευθύνσεων.

Οἱ κεντρικὲς ἀρχὲς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ παρέχουν ἀμοιβαία ἀρωγὴ κατόπιν αἰτήσεως, ἐν ὄψει ἀνευρέσεως, στὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τῶν διευθύνσεων τῶν προσώπων τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται στὸ ἔδαφός τους, ἐὰν αὐτὸ κριθεῖ ἀπαραίτητο γιὰ τὴ διεκδίκηση τῶν δικαιωμάτων τῶν ὑπηκόων.

Ἄρθρο 16.

Διαβίβαση ληξιαρχικῶν πράξεων.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀποστέλλουν ἀμοιβαῖα ἀποσπάσματα ληξιαρχικῶν πράξεων γεννήσεως, γάμου καὶ θανάτου ποὺ ἀφοροῦν ὑπηκόους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, καθὼς ἐπίσης καὶ διορθώσεις καὶ μεταγενέστερες καταχωρίσεις στὶς προαναφερόμενες ληξιαρχικὲς πράξεις.

2. Τὰ ἀποσπάσματα τῶν πράξεων αὐτῶν ἀποστέλλονται αὐτεπαγγέλτως καὶ διαβιβάζονται ἀνέξοδα μὲ τὴ διπλωματικὴ ὁδό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2.

Δικαστικὰ ἔξοδα.

Ἄρθρο 17.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τὴν ἐγγυοδοσία ἀλλοδαποῦ.

Οἱ ὑπήκοοι ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ποὺ ἐμφανίζονται ἐνώπιον τῶν ἀρχῶν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐὰν διαμένουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, δὲν ὑποβάλλονται στὴν ὑποχρέωση ἐγγυοδοσίας ἀλλοδαποῦ ὅσον ἀφορᾶ τὰ δικαστικὰ ἔξοδα εἴτε λόγῳ τοῦ ὅτι εἶναι ἀλλοδαποὶ ἢ λόγῳ μὴ διαμονῆς στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρο 18.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ φόρους καὶ προκαταβολές.

Οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπολαύουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τοὺς φόρους καὶ τὰ δικαστικὰ ἔξοδα καὶ ἄλλων εὐεργετημάτων, καθὼς καὶ τοῦ δικαιώματος τῆς δωρεὰν δικαστικῆς ἀρωγῆς μὲ τὶς ἴδιες προϋποθέσεις καὶ στὴν ἴδια ἔκταση, ὅπως οἱ ὑπήκοοι τοῦ τελευταίου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 19.

1. Τὰ πιστοποιητικὰ ποὺ ἀφοροῦν στὴν προσωπική, οἰκογενειακὴ καὶ οἰκονομικὴ κατάσταση τοῦ αἰτοῦντος ποὺ ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπωφεληθεῖ ἀπὸ τὰ εὐεργετήματα ποὺ προβλέπει τὸ ἄρθρο 18, θὰ ἐκδίδονται ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου κατοικεῖ.

2. Ἂν ὁ αἰτῶν ποὺ ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπωφεληθεῖ ἀπὸ τὰ παραπάνω εὐεργετήματα δὲν ἔχει κατοικία ἢ διαμονὴ στὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ἔγγραφο μπορεῖ νὰ ἐκδοθεῖ ἀπὸ τὴ διπλωματικὴ ἀποστολὴ ἢ τὴν προξενικὴ ἀρχὴ τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ὑπήκοος εἶναι ὁ αἰτῶν.

3. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ ποὺ ἀποφαίνεται γιὰ τὴν αἴτηση ἀπαλλαγῆς δυνάμει τοῦ ἄρθρου 18 μπορεῖ νὰ ζητήσει συμπληρωματικὲς πληροφορίες ἀπὸ τὸ ὄργανο ποὺ ἐξέδωσε τὸ πιστοποιητικό.

Ἄρθρο 20.

Ἂν ἡ ἁρμόδια ἀρχὴ χορήγησε τὴν ἀπαλλαγὴ ποὺ προβλέπει τὸ ἄρθρο 18 τῆς παρούσας Συμβάσεως στὸν ὑπήκοο τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἡ ἀπαλλαγὴ αὐτὴ θὰ ἐκτείνεται σὲ ὅλη τὴ διαδικασία, συμπεριλαμβανομένης τῆς διαδικασίας ποὺ ἀφορᾶ στὴν ἐκτέλεση τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρο 21.

1. Ἂν ὑπήκοος ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κάνει αἴτηση ἀπαλλαγῆς, ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 18 τῆς παρούσας Συμβάσεως, ἐνώπιον τῆς ἁρμόδιας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, μπορεῖ νὰ τὴν ὑποβάλει ἐνώπιον τῆς ἁρμόδιας ἀρχῆς τοῦ τόπου κατοικίας ἢ διαμονῆς του.

Ἡ τελευταία αὐτὴ ἀρχὴ θὰ ἀπευθύνει τὴν αἴτηση, καθὼς καὶ τὸ πιστοποιητικὸ ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 19

τῆς παρούσας Συμβάσεως, στὴν ἁρμόδια ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ αἴτηση ἀπαλλαγῆς μπορεῖ νὰ ὑποβάλλεται παράλληλα μὲ τὴν εἰσαγωγικὴ αἴτηση τῆς διαδικασίας.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ

Ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρο 22.

1. Οἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ποὺ ἀφοροῦν σὲ ἀστικὲς μὴ περιουσιακῆς φύσεως ὑποθέσεις, θὰ ἀναγνωρίζονται στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρο ὅτι δὲν εἶναι ἀντίθετες στὴν παρούσα Σύμβαση. Ἡ διάταξη αὐτὴ ἐφαρμόζεται ὁμοίως σὲ ἀποφάσεις ποὺ ἐκδόθηκαν πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Οἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν, ποὺ ἀφοροῦν σὲ ἀστικὲς ὑποθέσεις περιουσιακῆς φύσεως καὶ ποὺ ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπόκεινται σὲ ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, ἐφ' ὅσον ἐκδόθηκαν μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμβάσεως. Τὸ ἴδιο ἰσχύει προκειμένου περὶ ἀποφάσεων ποὺ ἀναγνωρίζουν τὴν ἀστικὴ εὐθύνη σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις.

Ἄρθρο 23.

1. Οἱ ἀποφάσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 22 τῆς παρούσας Συμβάσεως θὰ ἀναγνωρίζονται καὶ θὰ ἐκτελοῦνται, ἂν πληροῦν τὶς ἀκόλουθες προϋποθέσεις:

α) Ἡ ἀπόφαση ἀπόκτησε ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ εἶναι ἐκτελεστὴ σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

β) Ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση δὲν ἐμποδίζονται ἀπὸ τὴν ἀποκλειστικὴ ἁρμοδιότητα τῶν ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητᾶται ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση.

γ) Ὁ διάδικος ποὺ ἐρημοδίκησε καὶ ποὺ δὲν μετέσχε στὴ διαδικασία εἶχε κληθεῖ ἐμπρόθεσμα καὶ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση ἐκδόθηκε καὶ εἶχε ἀντιπροσωπευθεῖ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο, σὲ περίπτωση ἀνικανότητας ἐκ μέρους του.

δ) Ἡ ἀπόφαση δὲν εἶναι ἀντίθετη μὲ προηγούμενη ἀπόφαση ποὺ ἔχει ἀποκτήσει ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ ποὺ ἐκδόθηκε προηγουμένως μεταξὺ τῶν ἴδιων μερῶν, σχετικὰ μὲ τὸ ἴδιο ἀντικείμενο καὶ ἐπὶ τῆς ἴδιας οὐσίας, ἀπὸ δικαστήριο τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση αὐτὴ πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ καὶ νὰ ἐκτελεστεῖ.

ε) Μία διαφορὰ μεταξὺ τῶν ἴδιων μερῶν καὶ ποὺ ἔχει τὸ ἴδιο ἀντικείμενο δὲν ἐκκρεμεῖ ἐνώπιον ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, καὶ ἡ ὁποία ἀρχὴ ἐπελήφθη πρώτη τῆς ὑποθέσεως.

στ) Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀναγνώριση καὶ ἡ ἐκτέλεση κρίνει ὅτι ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση δὲν πρόκειται νὰ θίξει τὴν κυριαρχία ἢ τὴν ἀσφάλειά του ἢ τὴ δημόσια τάξη τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ Μέρους.

2. Οἱ προσωρινῶς ἐκτελεστὲς ἀποφάσεις καὶ τὰ προσωρινὰ μέτρα, ἂν καὶ ὑπόκεινται σὲ τακτικὸ ἔνδικο μέσο, ἀναγνωρίζονται καὶ ἐκτελοῦνται στὸ Κράτος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἂν παρόμοιες ἀποφάσεις μποροῦν νὰ ἐκδοθοῦν καὶ νὰ ἐκτελεσθοῦν σ' αὐτό.

Ἄρθρο 24.

Ἁρμόδια γιὰ νὰ ἀναγνωρίσει καὶ νὰ διατάξει τὴν ἐκτέλεση τῆς ἀποφάσεως εἶναι ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ.

Ἄρθρο 25.

1. Ἡ αἴτηση ἀναγνωρίσεως ἢ διαταγῆς ἐκτελέσεως μιᾶς ἀποφάσεως μπορεῖ νὰ ὑποβληθεῖ ἀπευθείας σὲ ἁρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ ἢ στὴν δικαστικὴ ἀρχὴ ποὺ ἐξέδωσε τὴν ἀπόφαση πρωτοδίκως σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση ἡ αἴτηση διαβιβάζεται στὴν ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 4 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Ἡ αἴτηση πρέπει νὰ συνοδεύεται:

α) Ἀπὸ τὴν ἀπόφαση τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς ἢ ἀπὸ κυρωμένο ἀντίγραφό της μὲ συνημμένο πιστοποιητικὸ ποὺ νὰ ἀποδεικνύει ὅτι ἡ ἀπόφαση ἔχει ἀποκτήσει ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ εἶναι ἐκτελεστή, ἐκτὸς ἂν αὐτὸ προκύπτει ἀπὸ τὸ περιεχόμενο τῆς ἀποφάσεως.

β) Ἀπὸ πιστοποιητικὸ ποὺ νὰ βεβαιώνει ὅτι ὁ διάδικος ποὺ ἐρημοδίκησε καὶ ποὺ δὲν μετεῖχε στὴ διαδικασία κλήθηκε ἐμπρόθεσμα καὶ μὲ τὸν προσήκοντα τρόπο καὶ ὅτι στὴν περίπτωση ἀνικανότητας ἐκ μέρους του ἀντιπροσωπεύθηκε νόμιμα, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση, ἐκτὸς ἂν αὐτὸ προκύπτει ἀπὸ τὸ περιεχόμενο τῆς ἀποφάσεως.

γ) Ἀπὸ κυρωμένη μετάφραση τῆς αἰτήσεως καὶ τῶν ἐγγράφων ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὰ ἐδάφια α) καὶ β) τῆς παραγράφου αὐτῆς στὴ γλώσσα τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ στὰ γαλλικὰ ἢ ἀγγλικά.

Ἄρθρο 26.

1. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ ποὺ ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς αἰτήσεως ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως ἐξακριβώνει ἂν πληροῦνται οἱ προϋποθέσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 23 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωρισθεῖ ἢ νὰ ἐκτελεσθεῖ ἐνεργεῖ σύμφωνα μὲ τὴν κρατική της νομοθεσία.

Ἄρθρο 27.

1. Ἂν ὁ διάδικος ποὺ ἐξαιρέθηκε ἀπὸ τὴν ἐγγυοδοσία ἀλλοδαποῦ, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 17 τῆς παρούσας Συμβάσεως, καταδικάστηκε σὲ καταβολὴ τῶν δικαστικῶν ἐξόδων, μὲ ἀπόφαση δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ἀπόφαση ἐκτελεῖται ἀνεξόδως ἔπειτα ἀπὸ αἴτηση τοῦ δικαιούχου, στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ αἴτηση καὶ τὰ συνημμένα ἔγγραφα καταρτίζονται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 25 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

3. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ ποὺ ἀποφαίνεται περὶ τῆς ἐκτελέσεως σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου περιορίζεται στὸ νὰ διαπιστώσει ἂν ἡ ἀπόφαση γιὰ τὰ ἔξοδα ἀπέκτησε ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ ἔγινε ἐκτελεστή.

Ἄρθρο 28.

Ἡ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου καταβλήθηκαν τὰ δικαστικὰ ἔξοδα ἀπὸ τὸ Κράτος, θὰ ζητήσει ἀπὸ τὴν ἁρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους νὰ εἰσπράξει τὰ ἔξοδα καὶ τοὺς φόρους. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ θὰ θέσει τὸ εἰσπραχθὲν ποσὸ στὴ διάθεση τῆς Διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, τοῦ ὁποίου ἡ ἀρχὴ ζήτησε τὴν εἴσπραξη.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟ

Ποινικὲς ὑποθέσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1.

Ποινικὴ δίωξη.

Ἄρθρο 29.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέ-

ωση, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία του καὶ μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, νὰ ἀσκήσει ποινικὴ δίωξη κατὰ τοῦ ὑπηκόου του ποὺ διέπραξε ἔγκλημα στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ αἴτηση γιὰ δίωξη θὰ συνοδεύεται ἀπὸ τὰ σχετικὰ μὲ τὴν ὑπόθεση ἔγγραφα, ἀπὸ κάθε ἀποδεικτικὸ στοιχεῖο ποὺ ὑπάρχει, ἀπὸ κάθε ἔνδειξη ὅσον ἀφορᾶ τὴ ζημία ποὺ προκλήθηκε, καθὼς καὶ ἀπὸ τὸ κείμενο τῶν ποινικῶν διατάξεων ποὺ διέπουν τὴν πράξη σύμφωνα μὲ τὴν ἐν ἰσχύϊ νομοθεσία τοῦ τόπου τελέσεώς της.

3. Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ ἔθεσε σὲ κίνηση τὴν ποινικὴ διαδικασία, θὰ πληροφορεῖ ὅσο τὸ δυνατὸ νωρίτερα τὸ ἄλλο Συμβαλλόμενο Μέρος γιὰ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ποινικῆς διαδικασίας. Ἂν ἐκδοθεῖ ἀπόφαση ποὺ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου, θὰ τοῦ διαβιβάζει, μετὰ ἀπὸ αἴτηση, ἀντίγραφο.

4. Τὰ δικαιώματα τῶν βλαβέντων προσώπων γιὰ ἐπανόρθωση τῶν ζημιῶν, ποὺ ὑπέστησαν πρὶν ἀπὸ τὴ μεταβίβαση τῆς ποινικῆς διώξεως στὴ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενο διαδικασίας στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2.

Ἔκδοση.

Ἄρθρο 30.

Ὑποχρέωση γιὰ ἔκδοση.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση, σύμφωνα μὲ τὶς προϋποθέσεις ποὺ προβλέπει ἡ παρούσα Σύμβαση, νὰ παραδίδουν ἀμοιβαῖα μετὰ ἀπὸ αἴτηση τὰ πρόσωπα ποὺ βρίσκονται στὸ ἔδαφός τους, ἐν ὄψει ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως ἢ ἐκτελέσεως ποινῆς.

2. Ἡ ἔκδοση ἐν ὄψει ποινικῆς διώξεως δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνο γιὰ τὰ ἐγκλήματα ποὺ, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, τιμωροῦνται μὲ ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας μεγαλύτερη τοῦ ἔτους.

3. Ἡ ἔκδοση ἐν ὄψει ἐκτελέσεως ποινῆς δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ἐφ' ὅσον πρόκειται γιὰ ἐγκλήματα σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐφ' ὅσον τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπο καταδικάστηκε σὲ ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας τουλάχιστον ἕξι μηνῶν ἢ σὲ βαρύτερη ποινή.

4. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 31, ἐδάφια α), γ) καὶ δ), ἡ ἔκδοση δὲ μπορεῖ νὰ μὴ λάβει χώρα γιὰ πρόσωπα ποὺ διέπραξαν παράνομες πράξεις κατὰ τῆς ἀσφάλειας τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς Συμβάσεως περὶ καταστολῆς τῆς παράνομης ὑφαρπαγῆς ἀεροσκαφῶν, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Χάγη στὶς 16.12.70 καὶ τῆς Συμβάσεως περὶ καταστολῆς παράνομων πράξεων κατὰ τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας ποὺ ὑπογράφηκε στὸ Μόντρεαλ στὶς 23.9.71, καθὼς καὶ γιὰ τὰ πρόσωπα ποὺ διέπραξαν παράνομες πράξεις ποὺ ἐμπίπτουν σὲ ἄλλες διεθνεῖς Συμβάσεις κατὰ τῆς τρομοκρατίας στὶς ὁποῖες ἡ Ἑλληνικὴ Δημοκρατία καὶ ἡ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Τσεχοσλοβακίας εἶναι ἢ θὰ εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη.

5. Ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἀφορᾶ σὲ πολλὰ διαφορετικὰ ἐγκλήματα ποὺ τὸ καθένα τιμωρεῖται ἀπὸ τὸ νόμο τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν μὲ ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας, ἀπὸ τὰ ὁποῖα ὅμως ὁρισμένα δὲν πληροῦν τὴν προϋπόθεση ποὺ προβλέπεται στὶς παραγράφους 2 καὶ 3, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση μπορεῖ νὰ προβεῖ στὴν ἔκδοση καὶ γιὰ τὰ τελευταῖα αὐτά.

Ἄρθρο 31.

Ἄρνηση ἐκδόσεως.

Ἡ ἔκδοση δὲν ἐπιτρέπεται, ἐάν:

α) Τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση εἶναι ὑπήκοος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, κατὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς διαβιβάσεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως.

β) Ἡ πράξη διαπράχθηκε στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

γ) Σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἡ ποινικὴ δίωξη ἢ ἡ ἐκτέλεση ποινῆς δὲ μποροῦν νὰ λάβουν χώρα λόγω παραγραφῆς ἢ γιὰ ἄλλους νόμιμους λόγους ποὺ ἔχουν τὸ ἴδιο ἀποτέλεσμα.

δ) Ἡ ἔκδοση δὲν ἐπιτρέπεται σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

ε) Γιὰ τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση, ἐκδόθηκε στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀπόφαση ποὺ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ ποὺ ἀφορᾶ στὸ ἴδιο ἔγκλημα ἢ ὅταν ἔχει παύσει ἡ ποινικὴ δίωξη.

στ) Σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ποινικὴ δίωξη δὲ μπορεῖ νὰ τεθεῖ σὲ κίνηση παρὰ μόνο κατ' ἔγκλησιν.

Ἄρθρο 32.

Αἴτηση ἐκδόσεως.

1. Ἡ αἴτηση ἐκδόσεως πρέπει νὰ περιλαμβάνει τὸ ὄνομα καὶ τὸ ἐπώνυμο τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση, τὴν ἡμερομηνία καὶ τὸν τόπο γεννήσεώς του, τὴν ὑπηκοότητά του, τὴν κατοικία του, τὴν περιγραφὴ τῆς διαπραχθείσας πράξεως καὶ τῆς ζημίας ποὺ προκλήθηκε.

2. Ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἐν ὄψει ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως συνοδεύεται ἀπὸ κυρωμένο ἀντίγραφο τοῦ ἐντάλματος συλλήψεως ἢ ἄλλου ἐγγράφου ποὺ ἔχει τὴν ἴδια ἰσχύ, ἀπὸ τὴν περιγραφὴ τῆς διαπραχθείσας πράξεως, καθὼς καὶ ἀπὸ τὸ κείμενο τ[illegible] διατάξεως τοῦ νόμου ποὺ προβλέπει τὴν πράξη πο[illegible]χθηκε ἀπὸ τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδ[illegible]ν πρόκειται γιὰ ἔγκλημα κατὰ τῶν ἀγαθῶν, πρέπει νὰ ἀναφερθεῖ τὸ ὕψος τῆς ζημίας ποὺ προκλήθηκε.

3. Ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἐν ὄψει ἐκτελέσεως ποινῆς συνοδεύεται ἀπὸ κυρωμένο ἀντίγραφο τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως ποὺ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου καθὼς καὶ ἀπὸ τὸ πλῆρες κείμενο τῆς διατάξεως τοῦ νόμου ποὺ δίδει τὸ νομικὸ χαρακτηρισμὸ τῆς πράξεως. Ἐὰν ὁ καταδικασθεὶς ἔχει ἤδη ἐκτίσει μέρος τῆς ποινῆς του, τοῦτο πρέπει νὰ ἀναφέρεται.

4. Τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐπισυνάψει στὴν αἴτηση ἐκδόσεως τὶς ἀποδείξεις γιὰ τὴν ἐνοχὴ τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση.

Ἄρθρο 33.

Σύλληψη πρὸς τὸ σκοπὸ ἐκδόσεως.

Στὴν περίπτωση ποὺ ἡ αἴτηση ἐκδόσεως εἶναι ἐπαρκῶς αἰτιολογημένη σύμφωνα μὲ τὴν παροῦσα Σύμβαση, τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ πάρει χωρὶς καθυστέρηση τὰ ἀπαραίτητα μέτρα γιὰ τὴ σύλληψη τοῦ ἐκζητούμενου προσώπου σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία του.

Ἄρθρο 34.

Συμπληρωματικὲς πληροφορίες γιὰ τὴν ἔκδοση.

1. Ἂν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως δὲν περιέχει ὅλες τὶς ἀπαραίτητες διευκρινίσεις, τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση μπορεῖ νὰ ζητήσει συμπληρωματικὲς πληροφορίες καὶ νὰ ὁρίσει προθεσμία ὄχι μεγαλύτερη ἀπὸ δύο μῆνες γιὰ τὴν παροχή τους. Ἡ προθεσμία αὐτὴ μπορεῖ νὰ παραταθεῖ γιὰ αἰτιολογημένους λόγους.

2. Ἂν τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος δὲν παράσχει τὶς ζητούμενες συμπληρωματικὲς πληροφορίες μέσα στὴν ὁρι-

σμένη προθεσμία, τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση μπορεῖ νὰ ἀπολύσει τὸ πρόσωπο ποὺ εἶχε συλληφθεῖ.

Ἄρθρο 35.

Προσωρινὴ σύλληψη.

1. Ἡ σύλληψη μπορεῖ νὰ πραγματοποιηθεῖ ἀκόμα καὶ πρὶν ἀπὸ τὴ λήψη τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως, ἐὰν τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος τὸ ζητήσει ρητῶς, ἐπικαλούμενο τὸ ἔνταλμα συλλήψεως ἢ ἄλλο μὲ ἴδια ἰσχὺ ἔγγραφο ἢ μία δικαστικὴ ἀπόφαση βάσει τῆς ὁποίας ζήτησε τὴν ἔκδοση. Αὐτὴ ἡ αἴτηση προσωρινῆς συλλήψεως μπορεῖ νὰ διαβιβασθεῖ ταχυδρομικῶς, τηλεγραφικῶς ἢ μὲ κάθε ἄλλο μέσο ποὺ διαβιβάζει τὸ περιεχόμενο τῆς αἰτήσεως γραπτῶς.

2. Σὲ ἐπείγουσες περιπτώσεις καὶ ὅταν ἡ διαπραχθεῖσα πράξη εἶναι ἰδιαίτερα σοβαρή, οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν μποροῦν νὰ συλλάβουν προσωρινὰ τὸ πρόσωπο ποὺ βρίσκεται στὸ ἔδαφός τους, ἀκόμα καὶ χωρὶς τὴν αἴτηση ποὺ προβλέπεται στὴν 1η παράγραφο, ἐφ' ὅσον γνωρίζουν ὅτι τὸ πρόσωπο αὐτὸ διέπραξε στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο χωρεῖ ἔκδοση.

Ἄρθρο 36.

Ἀπόλυση προσώπου προσωρινὰ συλληφθέντος.

1. Πρόσωπο συλληφθὲν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 35, παράγραφος 1 τῆς παρούσας Συμβάσεως μπορεῖ νὰ ἀπολυθεῖ ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως δὲν ἐπιδόθηκε μέσα σ' ἕνα μήνα ἀπὸ τὴν ἡμέρα γνωστοποιήσεως τῆς προσωρινῆς συλλήψεως στὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Πρόσωπο συλληφθὲν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 35, παράγραφος 2 τῆς παρούσας Συμβάσεως πρέπει νὰ ἀπολυθεῖ ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἢ προσωρινῆς συλλήψεως βάσει τοῦ ἄρθρου 35, παράγραφος 1 δὲν ἐπιδόθηκε μέσα σὲ 20 ἡμέρες ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία γνωστοποιήσεως τῆς συλλήψεως στὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Ἄρθρο 37.

Ἀναβολὴ τῆς ἐκδόσεως.

Ἂν τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση εἶναι ἀντικείμενο ποινικῆς διαδικασίας ἢ ἂν πρέπει νὰ ἐκτίσει ποινὴ γιὰ ἄλλο ἔγκλημα ποὺ διέπραξε στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἡ ἔκδοση μπορεῖ νὰ ἀναβληθεῖ μέχρι τὸ τέλος τῆς ποινικῆς διαδικασίας ἢ μέχρι τὴν ἔκτιση τῆς ποινῆς ἢ τὴν ἀπαλλαγὴ ἢ τὸ χαρισμὸ αὐτῆς.

Ἄρθρο 38.

Προσωρινὴ ἔκδοση.

1. Ἂν λόγω τῆς ἀναβολῆς ἐκδόσεως σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 37 τῆς παρούσας Συμβάσεως ὑπάρχει κίνδυνος παραγραφῆς ἢ σοβαρῆς παρακωλύσεως τῆς ποινικῆς διαδικασίας, μπορεῖ νὰ δοθεῖ συνέχεια στὴν αἴτηση προσωρινῆς ἐκδόσεως ποὺ ἔγινε ἀπὸ τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Τὸ προσωρινὰ ἐκδοθὲν πρόσωπο θὰ ἐπαναποσταλεῖ ἀμέσως μετὰ τὸ τέλος τῶν διαδικαστικῶν πράξεων γιὰ τὶς ὁποῖες ἐξεδόθη, τὸ ἀργότερο τρεῖς μῆνες ὑπολογιζόμενους ἀπὸ τὴν ἡμέρα τῆς προσωρινῆς ἐκδόσεως.

Ἄρθρο 39.

Συρροὴ αἰτήσεων ἐκδόσεως.

Ἂν πολλὰ Κράτη ζητοῦν τὴν ἔκδοση τοῦ ἴδιου προσώπου, τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀποφασίζει σὲ ποιὰ αἴτηση θὰ δοθεῖ συνέχεια. Γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτό, θὰ λαμβάνει ἰδίως ὑπ' ὄψει τὴν ὑπηκοότητα τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση, τὴν φύση τῆς διαπραχθείσας πράξεως καὶ τὸν τόπο τελέσεως αὐτῆς, καθὼς καὶ τὶς ἀντίστοιχες ἡμερομηνίες λήψεως τῶν αἰτήσεων.

Ἄρθρο 40.

Ὅρια ποινικῆς διώξεως κατὰ ἐκδοθέντος προσώπου.

1. Χωρὶς τὴ συναίνεση τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε δὲν μπορεῖ νὰ διωχθεῖ ποινικὰ οὔτε νὰ καταδικαστεῖ γιὰ ἔγκλημα ποὺ διαπράχθηκε πρὶν τὴν ἔκδοση καὶ ποὺ εἶναι διαφορετικὸ ἀπὸ ἐκεῖνο γιὰ τὸ ὁποῖο ἐχώρησε ἡ ἔκδοση.

2. Χωρὶς τὴ συναίνεση τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε δὲν εἶναι δυνατὸ νὰ παραδοθεῖ σὲ τρίτο Κράτος.

3. Ἡ συναίνεση τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲν εἶναι ἀπαραίτητη, ἄν:

α) πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε δὲν ἐγκατέλειψε τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους μέσα σ' ἕνα μήνα ἀπὸ τὸν τερματισμὸ τῆς ποινικῆς διαδικασίας ἢ τὴν ἐκτέλεση τῆς ποινῆς· αὐτὴ ἡ προθεσμία δὲν περιλαμβάνει τὸ χρόνο κατὰ τὸν ὁποῖο τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε δὲ μπόρεσε νὰ ἐγκαταλείψει τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους γιὰ λόγους ἀνεξάρτητους ἀπὸ τὴ θέλησή του.

β) τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε ἐγκατέλειψε τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους ἀλλὰ ἐπέστρεψε σ' αὐτὸ οἰκειοθελῶς.

Ἄρθρο 41.

Παράδοση τοῦ ἐκδιδομένου προσώπου.

Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση πληροφορεῖ τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος γιὰ τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία τῆς ἐκδόσεως τοῦ προσώπου γιὰ τὸ ὁποῖο πρόκειται.

Ἂν τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος δὲν παραλάβει τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε μέσα σὲ 10 μέρες ἀπὸ τὴν καθορισμένη γιὰ τὴν ἔκδοση ἡμέρα, τὸ πρόσωπο αὐτὸ μπορεῖ νὰ ἀπολυθεῖ.

Μὲ αἴτηση ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ προθεσμία μπορεῖ νὰ παραταθεῖ γιὰ 10 ἀκόμη ἡμέρες.

Ἄρθρο 42.

Ἐπανέκδοση.

Ἐὰν τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε ἐκφύγει τῆς ποινικῆς διαδικασίας ἢ τῆς ἐκτελέσεως ποινῆς καὶ ἐπιστρέψει στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, θὰ ἐπανεκδοθεῖ κατόπιν νέας αἰτήσεως τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους χωρὶς τὴ διαβίβαση τῶν ἐγγράφων ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 32 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

Ἄρθρο 43.

Πληροφόρηση γιὰ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ποινικῆς διαδικασίας.

Τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος γνωστοποιεῖ στὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ποινικῆς διαδικασίας κατὰ τοῦ προσώπου ποὺ ἐκδόθηκε. Ἐὰν τὸ πρόσωπο καταδικασθεῖ, διαβιβάζεται μετὰ ἀπὸ αἴτηση ἀντίγραφο τῆς ἀποφάσεως ἀμέσως μόλις αὐτὴ ἀποκτήσει ἰσχὺ δεδικασμένου.

Ἄρθρο 44.

Διέλευση.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἐπιτρέπει μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους τὴ διέλευση ἀπὸ τὸ ἔδαφός του τοῦ προσώπου ποὺ ἐκδόθηκε ἀπὸ ἕνα τρίτο Κράτος στὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ ζητᾶ τὴν ἔκδοση. Ἡ αἴτηση διελεύσεως μπορεῖ νὰ ἀπορριφθεῖ γιὰ τοὺς λόγους ποὺ ἀναφέρονται στίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 31 τῆς παρούσας Συμβάσεως.

2. Ἡ αἴτηση διελεύσεως πρέπει νὰ ὑποβληθεῖ καὶ νὰ ἐξετασθεῖ σύμφωνα μὲ τοὺς ἴδιους ὅρους ὅπως καὶ ἡ αἴτηση ἐκδόσεως.

3. Οἱ ἀρχὲς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο

ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἐκτελοῦν τὴ διέλευση στὸ ἔδαφός τους σύμφωνα μὲ τὸν τρόπο ποὺ θεωροῦν καταλληλότερο.

Ἄρθρο 45.

Ἔξοδα ἐκδόσεως καὶ διελεύσεως.

Τὰ ἔξοδα τῆς ἐκδόσεως βαρύνουν τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πραγματοποιήθηκαν. Τὰ ἔξοδα διελεύσεως βαρύνουν τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Ἄρθρο 46.

Παράδοση ἀντικειμένων.

1. Τὰ ἀντικείμενα, ποὺ χρησίμεψαν γιὰ τὴ διάπραξη τοῦ ἐγκλήματος γιὰ τὸ ὁποῖο χωρεῖ ἔκδοση σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους τῆς παρούσας Συμβάσεως, καθὼς καὶ τὰ ἀντικείμενα ποὺ ἀπέκτησε ἀπὸ τὸ ἔγκλημα ὁ δράστης ἢ σὲ περίπτωση διαθέσεως τῶν ἀντικειμένων αὐτῶν ἡ ἀξία τους ἢ τὰ ἀντικείμενα ποὺ μπορεῖ νὰ χρησιμέψουν σὰν πειστήρια, παραδίδονται στὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος ἀκόμα καὶ στὴν περίπτωση ποὺ ἡ ἔκδοση δὲ μπορεῖ νὰ λάβει χώρα.

2. Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση μπορεῖ νὰ ἀναβάλει προσωρινὰ τὴν παράδοση τῶν ζητούμενων ἀντικειμένων ἐὰν τὰ χρειάζεται πρὸς τὸ σκοπὸ μιᾶς ἄλλης ποινικῆς διαδικασίας.

3. Τὰ δικαιώματα τρίτων πάνω στὰ ἀντικείμενα ποὺ παραδόθηκαν παραμένουν ἄθικτα. Μετὰ τὸ τέλος τῆς ποινικῆς διαδικασίας, τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος παραδίδει τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ στὸ Συμβαλλόμενο Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γιὰ νὰ τὰ παραδώσει στοὺς δικαιούχους. Σὲ αἰτιολογημένες περιπτώσεις καὶ μὲ τὴ συγκατάθεση τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ μποροῦν νὰ παραδοθοῦν ἀπευθείας στοὺς δικαιούχους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3.

Εἰδικὲς διατάξεις σχετικὰ μὲ τὴ δικαστικὴ ἀρωγὴ σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις.

Ἄρθρο 47.

Ἀνακοίνωση τῶν καταδικαστικῶν ἀποφάσεων.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαῖα πληροφορίες γιὰ τὶς ἀποφάσεις ποὺ ἔχουν ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ ποὺ ἐκδόθηκαν κατὰ τὴν ποινικὴ διαδικασία ἀπὸ τὰ δικαστήρια ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐναντίον τῶν ὑπηκόων τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Μετὰ ἀπὸ αἰτιολογημένη αἴτηση, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαῖα πληροφορίες γιὰ τὶς καταδικαστικὲς ἀποφάσεις ποὺ ἐκδόθηκαν κατὰ τῶν προσώπων ποὺ δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Μετὰ ἀπὸ αἴτηση, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη διαβιβάζουν τὸ ἕνα στὸ ἄλλο τὰ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα τῶν προσώπων ποὺ ἀναφέρονται στὶς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρο 48.

Ἀποσπάσματα ποινικοῦ μητρώου.

Οἱ ἐπιλαμβανόμενες τῶν ποινικῶν μητρώων ἀρχὲς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀποστέλλουν μετὰ ἀπὸ αἴτηση, στὶς δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους ἀποσπάσματα ποινικοῦ μητρώου, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τους.

ΜΕΡΟΣ ΤΕΤΑΡΤΟ

Τελικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 49.

1. Ἡ παρούσα Σύμβαση θὰ κυρωθεῖ. Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεων θὰ λάβει χώρα στὴν Ἀθήνα.
2. Ἡ παρούσα Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τὴν τριακοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴ τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως.

Ἄρθρο 50.

Ἡ παρούσα Σύμβαση συνάπτεται γιὰ ἀόριστο χρονικὸ διάστημα. Κάθε ἕνα ἀπὸ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη μπορεῖ νὰ τὴν καταγγείλει μέσω τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ διὰ γνωστοποιήσεως. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύσει ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψεως τῆς γνωστοποιήσεώς της ἀπὸ τὸ ἄλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

Ἄρθρο 51.

Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Συμβάσεως καταργοῦνται :

α) Σύμβαση μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας σχετικὰ μὲ τὴν προστασία καὶ τὴν ἀμοιβαία δικαστικὴ ἀρωγὴ σὲ ὑποθέσεις ἀστικοῦ καὶ ἐμπορικοῦ δικαίου καθὼς καὶ σὲ κληρονομικὲς ὑποθέσεις τῆς 7ης Ἀπριλίου 1927.

β) Σύμβαση μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας σχετικὰ μὲ τὴν ἀναγνώριση καὶ τὴν ἐκτέλεση τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων τῆς 7ης Ἀπριλίου 1927.

γ) Σύμβαση ἐκδόσεως καὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας τῆς 7ης Ἀπριλίου 1927.

Σὲ πίστωση τῶν ἀνωτέρω, οἱ πληρεξούσιοι τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παρούσα Σύμβαση καὶ ἔθεσαν τὶς σφραγίδες τους.

Ἔγινε στὴν Ἀθήνα στὶς 22 Ὀκτωβρίου 1980 σὲ δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, στὴ γαλλικὴ γλώσσα.

Γιὰ τὴν Ἑλληνικὴ Δημοκρατία	Γιὰ τὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Τσεχοσλοβακίας

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	**ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 12 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ